

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Publication de la 7<sup>ème</sup> étude BIPE sur les services publics d'eau et d'assainissement

#### INNOVATION, PERFORMANCES ET EXPERTISE, LES ÉLÉMENTS CLÉS POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX CLIMATIQUES

Le BIPE et la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) publient ce jour les résultats de la 7<sup>ème</sup> édition de l'étude BIPE sur les services publics d'eau et d'assainissement. Ce rapport livre des informations essentielles, dont certaines inédites, et des analyses objectives pour comprendre le fonctionnement des services publics d'eau français et les activités du secteur en France et à l'international. Au-delà du bilan qu'il dresse sur les performances des services d'eau et d'assainissement, le rapport sensibilise sur leur nécessaire adaptation au changement climatique.

Etat et disponibilité de la ressource, organisation institutionnelle, gouvernance et performance des services, recherche et développement, compétitivité du secteur de l'eau, contribution des entreprises sur le plan social : l'étude dresse un panorama exhaustif et précise les enjeux actuels et à venir pour le secteur.

*« Le Bipe est heureux de participer à l'effort de transparence des services d'eau qui s'est installé dans le temps et qui permet d'en apprécier les progrès. Nous espérons que notre étude contribuera à mieux appréhender les perspectives du secteur et les performances environnementales et sociales de toutes ses entreprises »* a affirmé Pascal Le Merrer, Président du BIPE.

Parmi les grands agrégats que l'étude met en exergue, on note en particulier que :

- **Chaque jour, plus de 100 000 personnes travaillent au sein de la filière industrielle de l'eau française.** Les **28 000 salariés des entreprises de la FP2E**, dédiés à la gestion des services publics d'eau et d'assainissement, sont répartis sur l'ensemble du territoire national au travers d'un maillage local fin (**640 points d'embauche**). Ils assurent l'approvisionnement de près des 65% des Français en eau potable et la dépollution des eaux usées de 54% d'entre eux.

Les entreprises sont convaincues que leur apport repose en grande partie sur l'amélioration permanente des compétences et expertises de leurs salariés. Les entreprises consacrent 3,4% de leur masse salariale à la formation, un taux supérieur à la moyenne des secteurs (2,7%). Ces efforts portent en particulier sur l'apprentissage (4,1% des salariés, en hausse de 57% sur 10 ans) et l'intégration des jeunes.

- **À l'international**, les entreprises de l'eau emploient 71 000 personnes localisées dans plus de 40 pays et desservent 128 millions de personnes en eau potable et 112 millions en assainissement. Le total d'abonnés à ces services à l'international a progressé de 17% depuis 2013. Ce dynamisme illustre la capacité des entreprises à exporter le savoir-faire français et à **contribuer positivement au solde de la balance commerciale du pays.**

- **La préservation de la ressource est désormais une préoccupation partagée.** 67% des Français<sup>1</sup> craignent une pénurie d'eau dans leur région (ils étaient 59% en 2018 et 44% en 2000) et ils sont plus nombreux à se dire prêts à modifier leurs habitudes : 88% sont attentifs à leur consommation d'eau et 86 % se déclarent prêts à utiliser de l'eau issue du recyclage des eaux usées pour leurs usages domestiques. Pourtant en France, le taux de réutilisation des eaux usées (REUT) est de moins de 1%, un niveau bien inférieur à celui de l'Italie (9%) ou de l'Espagne (13%). **La réutilisation d'eaux usées traitées constitue une ressource alternative stratégique** dans des contextes locaux de pénurie d'eau, dont on a vu cet été qu'ils ont tendance à se multiplier.
- De leur côté, les services d'eau ont davantage protégé la ressource, par **des prélèvements en baisse (1,1 milliard de m<sup>3</sup> en moins en 13 ans), alors que la population a augmenté de 4,5 millions d'habitants** au cours de la même période. Par ailleurs, les services affichent des taux de fuite maîtrisés, inférieurs à ceux de nos voisins européens (19,7% en France, à comparer à 21% au Royaume-Uni, 27% en Belgique et 38% en Italie). Sur ce point les efforts doivent donc prioritairement se concentrer sur les services les moins performants.
- **La qualité de l'eau du robinet est de plus en plus une attente des consommateurs.** Une très large majorité des Français (75%) en est satisfaite et ils ont majoritairement confiance dans les traitements effectués. Les analyses de l'eau sont en augmentation (**1,2 million d'analyses de l'eau en plus depuis 2013**) et **les taux de conformité sont élevés** sur le périmètre FP2E (99,3% de conformité microbiologique et 98,8% de conformité physico-chimique).

Pour maintenir cette confiance et ces résultats, les entreprises poursuivent leurs efforts en R&D. Elles y consacrent **140 millions d'euros par an**, un budget en augmentation de 17% depuis 2013, notamment dédié à la lutte contre les micropolluants.

- **Mais le modèle économique du secteur a ses fragilités.** Les besoins de réinvestissement sont importants, notamment en matière de **gestion patrimoniale des infrastructures** et de **mise en conformité des usines de traitement d'eaux usées**. Pour autant, **les budgets sont en baisse**. Celui des agences de l'eau a diminué de 9 % en 2019-2024 (par rapport à 2013-2018), baisse d'autant plus pénalisante qu'il est en partie employé à d'autres finalités que l'eau, contrairement au principe « l'eau paie l'eau ». Celui visant à atteindre un bon état des masses d'eau a également diminué (-21% pour le programme 2016-2021, par rapport au précédent). Pour autant le faible endettement des autorités organisatrices (3,2 ans d'extinction de la dette en moyenne en eau potable et 3,9 ans en assainissement) devrait permettre à court terme le nécessaire réinvestissement dans les infrastructures, tel qu'exprimé par l'ensemble des acteurs lors des Assises de l'eau.

Pour Frédéric Van Heems, Président de la FP2E, **« Sous l'impulsion des collectivités et grâce à l'apport de nos entreprises, les services sont de plus en plus innovants, en matière technologique comme sociétale ou de gouvernance, et donc, de plus en plus performants.** Pour autant, il a souligné que **« la politique nationale de l'eau est à un moment charnière. Alors que le temps est venu de s'adapter au changement climatique et de répondre aux attentes environnementales - les indicateurs plus que jamais le montrent - le modèle économique du secteur est fragilisé et doit trouver de nouvelles marges de manœuvre ».**

**A propos de la FP2E :** La FP2E regroupe la quasi-totalité des entreprises assurant la gestion des services d'eau et d'assainissement en France, après mise en concurrence. Ses adhérents sont : Aqualter Exploitation, Derichebourg Aqua, Saur, Société des Eaux de Fin d'Oise, Sogedo, Suez et Veolia. L'objectif de la FP2E est d'apporter aux différentes parties prenantes (élus, représentants des consommateurs, responsables de l'autorité publique, journalistes, ONGs), un éclairage professionnel sur les thématiques des métiers de l'eau en France et en Europe, en particulier sur les sujets où l'intérêt général est engagé.

Contact médias : Laure Curien ☎ 01 40 07 98 27 ✉ [laure.curien@comfluence.fr](mailto:laure.curien@comfluence.fr)

<sup>1</sup> Source : source baromètre 2019 Kantar du Centre d'Information sur l'Eau publié le 10 décembre 2019